

## Entre transmettre et s'installer, l'avenir de l'agriculture !

### Déclaration du groupe Personnalités qualifiées

**Cécile Claveirole** : « Nous parlons aujourd'hui de l'avenir de notre agriculture, c'est-à-dire, de qui, demain, produira notre nourriture. Car au-delà des modes de production, il y a, à la base, des femmes et des hommes qui travaillent pour que nous ayons de quoi manger. Sans paysannes et paysans, rien dans notre assiette ! Rien qui ne vienne de nos terres et de nos mers !

« L'agriculture et les territoires ne peuvent plus se permettre de continuer à perdre des travailleurs et des fermes. Au contraire, il est urgent qu'ils en gagnent, et en grand nombre ». Or, le constat est frappant et tous les chiffres cités dans cet avis le démontrent : cela fait 60 ans que l'hémorragie a commencé, par volonté politique d'abord, par laisser-faire ensuite, et la baisse du nombre d'agriculteurs continue, comme si elle était inéluctable.

Cet avis le démontre très bien, cependant les constats sont toujours aussi difficiles à partager ! Il faut pourtant bien se poser les bonnes questions : pourquoi en est-on là où nous en sommes ? Pas assez d'installations pour compenser les départs, le vieillissement – un quart des exploitations pourraient disparaître dans les 5 prochaines années - les difficultés d'accès à la terre ... comment a-t-on pu créer un tel vide autour du monde agricole ?

Il est évident que les outils mis en place n'ont pas été efficaces, mal utilisés, que les politiques n'ont pas été volontaristes, que le laisser-faire à l'agrandissement sert sans vergogne ceux qui restent. Beaucoup de chercheurs s'accordent à parler de verrouillage du système.

Ces métiers, parfois difficiles, physiques, sont indispensables, ils sont nobles et porteurs de valeurs éthiques et humaines, ils devraient aussi l'être de valeurs écologiques, car sans la nature, l'Humain ne peut rien. Ces métiers ont besoin de reconnaissance, de valorisation, de rémunération, d'encouragement. Il nous faut donc aujourd'hui permettre et faciliter concrètement (de la terre et un logement) l'installation de femmes et d'hommes, de toutes origines.

Il nous faut encourager l'ouverture du monde agricole vers toute la société. C'est un complet changement de regard qu'il faut porter sur l'accompagnement de cette relève agricole. Nous devons leur faciliter une intégration économique et sociale qui prend tout son sens en période forte de chômage et de réorganisation de la demande alimentaire.

L'agriculture nourricière de demain représente un défi à relever, nous allons nous en donner les moyens. Merci Bertrand, de ce travail, je voterai cet avis. »

**Véronique Le Floc'h** : « De nombreux jeunes choisissent de suivre des études agricoles mais très peu pour s'installer ! D'ailleurs, ce n'est pas moins de sept emplois qui sont directement liés à chaque exploitant ! Quand il s'agit d'enfants d'agriculteurs, qui peuvent avoir vécu les moments difficiles de leurs parents, la concrétisation d'un projet d'installation peut mêler colère et passion, fierté et obligation. Alors, comment freiner les cessations spontanées, et compenser les 45 % de départ en retraite d'ici à 2026 ?

La ferme France, un des piliers de notre économie, a emprunté en 2018 15 milliards d'euros pour seulement 8 milliards d'investissements nets. Autrement dit, les agriculteurs font tourner continuellement l'économie mais « sur-empruntent » pour tenir ! Parallèlement, des fournisseurs peuvent effacer leur dette contre une entrée discrète et anonyme au capital de l'exploitation. D'autres rachètent leur foncier en échange de réductions d'impôts. Le cheptel comme le matériel peuvent même être en location !

Alors, si demain, les outils de production agricoles passent entre les mains de pseudos financiers, comment pourront-ils être repris par une nouvelle génération d'agriculteurs passionnés ? Ceux-ci n'accepteront pas le statut d'exploitant intégré, sans garantie de revenu, sans choix de leur modèle !

C'est pourquoi, au regard des responsabilités, des risques financiers, climatiques, sanitaires, politico-économiques, il faut retrouver des prix rémunérateurs, fil conducteur de la Coordination rurale, et transformer les relations de subordination, qui ne sont plus supportables !

Aussi, on ne peut que soutenir l'avis qui propose de revoir le portage du dispositif installation-transmission car le système a vécu. Les changements devront se faire progressivement et sans la pression de la société au risque qu'ils ne puissent s'opérer !

Les candidats non issus du milieu agricole, avec parfois un autre passé professionnel, peuvent être moteurs pour retrouver cette liberté d'entreprendre, de fixer ses prix soi-même. L'avis, par les préconisations 7 à 11, prévoit pour eux une adaptation de la formation. Par contre, la question des moyens humains se pose pour tous, face aux charges de travail. Les générations futures ne pourront plus compter sur la main d'œuvre familiale bénévole, encore présente sur de nombreuses exploitations !

Quant aux outils à reprendre, encore exploités ou pas, ils ne correspondent plus forcément aux attentes des candidats ou de la société. Pourtant ne vaut-il pas mieux une reprise qu'un abandon ? Comme le prévoient les préconisations 3 à 6, il faut accompagner les cédants pour privilégier les installations avec une retraite revalorisée, complétée d'une indemnité viagère de transmission à réfléchir, et une garantie des fermages.

Enfin, c'est aux politiques que revient de faire évoluer les financements des installations pour les pérenniser. S'ils ne valident pas une agriculture exclue des accords de libre-échange et visant la souveraineté alimentaire, avec des exploitants de tous modèles, qui se rémunèrent dignement, comment croire que les installations en agriculture seront au rendez-vous ?

Félicitations à Bertrand pour ce travail. Je voterai l'avis. »